
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 9

Bill No. 9

Loi concernant le financement des partis
politiques et modifiant de nouveau la
Loi électorale

An Act respecting the financing of politi-
cal parties and to again amend the
Election Act

Première lecture

First reading

M. LEVESQUE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975

Projet de loi n° 9

Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la Loi électorale

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7), modifié par l'article 1 du chapitre 12 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 3 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 1 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par l'addition à la fin du paragraphe 9°, après l'expression « Saint-Laurent », de ce qui suit: « et dans la municipalité de la Baie-James »;

b) par le remplacement du paragraphe 10° par le suivant:

« 10° « représentant » désigne une personne qui a droit d'être inscrite sur la liste électorale du district où elle agit et qui a le mandat de représenter un candidat dans un bureau de scrutin; »;

c) par le remplacement du paragraphe 21° par le suivant:

« 21° « jour férié » désigne:

a) les dimanches;

b) le 1^{er} janvier

c) le Vendredi-saint;

d) le lundi de Pâques;

e) le 24 juin, fête de la Saint-Jean-Baptiste, ou le 25 juin si le 24 tombe un dimanche;

Bill No. 9

An Act respecting the financing of political parties and to again amend the Election Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Election Act (Revised Statutes, 1964, chapter 7), amended by section 1 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session), by section 3 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 1 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by adding after the expression "St. Lawrence" at the end of paragraph 9, the following: "and in the municipality of la Baie James";

(b) by replacing paragraph 10 by the following:

"(10) "representative" means a person who is entitled to be entered on the electoral list of the district where he acts and who has a mandate to represent a candidate in a polling-station;"

(c) by replacing paragraph 21 by the following:

"(21) "holiday" means:

(a) Sundays;

(b) 1 January;

(c) Good Friday;

(d) Easter Monday;

(e) 24 June, St. John the Baptist Day, or 25 June if 24 June is a Sunday;

NOTES EXPLICATIVES

En vertu de ce projet de loi, chaque parti politique a le droit de recevoir, au prorata des votes qui lui ont été attribués lors des dernières élections générales, une partie d'un montant de \$400,000.

Toutefois, un parti ne pourra recevoir une contribution moindre que \$50,000, même si pour ce faire le montant de \$400,000 doit être dépassé.

Cette assistance financière est accordée aux partis politiques pour leur permettre de payer les frais de leur administration courante, d'assurer la diffusion de leur programme politique et de coordonner l'action politique de leurs membres.

Tout montant attribué est versé par le président général des élections à la suite de la présentation, par un représentant officiel du parti, d'un rapport avec pièces justificatives de dépenses permises, encourues et acquittées, pour payer les frais de son administration courante, pour diffuser son programme politique et pour coordonner l'action politique de ses membres.

Un détail succinct des montants ainsi payés est publié dans la Gazette officielle du Québec.

Toutefois, les pièces justificatives qu'un parti produit à l'appui de son rapport ne sont pas des documents publics, et seuls le président général des élections et son agent vérificateur y ont accès; elles doivent être retournées au représentant officiel du parti en même temps que lui est adressé un chèque.

Le projet de loi modifie également un certain nombre de dispositions de la Loi électorale, notamment celles qui traitent de l'époque de l'énumération annuelle.

EXPLANATORY NOTES

Under this bill, each political party will be entitled to receive a share of an amount of \$400,000, prorated to its share of the vote in the last general election.

However, a party will in no case receive a contribution of less than \$50,000, even if that requires going beyond the amount of \$400,000.

This financial assistance will be granted to the political parties to enable them to pay their current administrative costs, to propagate their political programmes and to coordinate the political activities of their members.

All amounts distributed will be paid by the chief returning-officer following the filing, by the official representative of the party, of a report accompanied by vouchers of allowable expenditures, incurred and discharged, to pay the costs of its current administration, to propagate its political programme and to coordinate the political activities of its members.

A précis of the amounts so paid will be published in the Gazette officielle du Québec.

However, the vouchers filed by a party in support of its report will not be public documents, and only the chief returning-officer and his auditing agent will have access to them; they must be returned to the official representative of the party at the same time as a cheque is mailed to him.

The bill also amends a number of provisions of the Election Act, particularly those dealing with the time of the annual enumeration.

f) le 1^{er} juillet, anniversaire de la Confédération, ou le 2 juillet si le 1^{er} tombe un dimanche;

g) le premier lundi de septembre, fête du Travail;

h) le 25 décembre;

i) le jour fixé par proclamation du gouverneur général pour marquer l'anniversaire du Souverain;

j) tout autre jour fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil comme jour de fête publique ou d'action de grâces; ».

2. L'article 3a de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 2 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « premier lundi qui précède » par les mots « deuxième lundi qui suit ».

3. L'article 27 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Dans le cas d'un immeuble situé en partie dans une municipalité et en partie dans une autre, le président général des élections, s'il en est informé en temps utile, doit s'assurer dans laquelle de ces municipalités se trouve la plus grande partie de cet immeuble et décréter que tous les électeurs qui y sont domiciliés ont droit de vote dans cette municipalité seulement. »

4. L'article 47 de ladite loi, modifié par l'article 17 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 10 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe 1^o, des mots « tous les autres cas; » par les suivants: tous les autres cas; toutefois, après avoir établi son domicile en dehors de la province pour remplir une fonction pour le compte de Sa Majesté du chef de la province ou du Canada, elle peut être inscrite sur la liste si, au moment où elle demande l'inscription de son nom, elle est de nouveau domiciliée dans la province; »;

(f) 1 July, the anniversary of Confederation, or 2 July if 1 July is a Sunday;

(g) the first Monday of September, Labour Day;

(h) 25 December;

(i) the day fixed by proclamation of the Governor-General to celebrate the anniversary of the birthday of the Sovereign;

(j) any other day fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council as a public holiday or as a day of thanksgiving;”.

2. Section 3a of the said act, enacted by section 4 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 2 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing the words “last Monday before” in the second and third lines by the words “second Monday after”.

3. Section 27 of the said act is amended by adding, at the end, the following paragraph:

“In the case of an immovable situated partly in one municipality and partly in another, the chief returning-officer, if informed of it in due time, must ascertain in which of such municipalities the greater part of such immovable is situated and order that all the electors domiciled in such immovable are entitled to vote in such municipality only.”

4. Section 47 of the said act, amended by section 17 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 10 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by replacing the words “all other cases” in the last line of paragraph 1 by the following: “all other cases; however, after establishing his domicile outside the Province for the discharge of duties on behalf of Her Majesty in right of the Province or of Canada, he may be entered on the list if, at the time the request for entering his name is made, he is again domiciled in the Province;”;

b) par le remplacement, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° de la version anglaise, des mots « enumeration or annual » par les mots « annual enumeration or ».

5. L'article 48 de l'adite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 12 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 4 du chapitre 5 des lois de 1966, l'article 38 du chapitre 11 des lois de 1968, l'article 1 du chapitre 13 des lois de 1969, l'article 8 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 11 du chapitre (*insérer ici le numéro du chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par l'addition, dans la dernière ligne du paragraphe *e*, après le mot « mental », des suivants: « ainsi que les personnes restreintes dans leur liberté de mouvement ou privées de la gestion de leurs biens pour cause de maladie mentale ».

6. L'article 49 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 12 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 19 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 12 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa du paragraphe 1, du suivant:

« De plus, dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest, de Duplessis et de Saguenay, plus d'un délégué peut être désigné par écrit au président d'élection pour autant que le territoire attribué à chacun d'eux est clairement délimité. »

7. L'article 58 de ladite loi, remplacé par l'article 21 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 13 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

« **58.** 1. Dans les sections urbaines, les recenseurs doivent commencer le recensement annuel à neuf heures du matin le quatrième lundi qui suit la fête du Travail et le terminer le plus tard le jeudi de la même semaine. »

(*b*) by replacing the words “enumeration or annual” in the second line of subparagraph *b* of paragraph 2 by the words “annual enumeration or”.

5. Section 48 of the said act, amended by section 4 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session), by section 4 of chapter 5 of the statutes of 1966, by section 38 of chapter 11 of the statutes of 1968, by section 1 of chapter 13 of the statutes of 1969, by section 8 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 11 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by adding after the word “Act” at the end of paragraph *e*, the following: “, and persons restricted in their freedom of movement or deprived of the administration of their property by reason of mental illness”.

6. Section 49 of the said act, amended by section 5 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 19 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 12 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by adding after the second paragraph of subsection 1, the following:

“Furthermore, in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Duplessis and Saguenay, more than one delegate may be designated in writing to the returning-officer, provided that the territory assigned to each of them is clearly defined.”

7. Section 58 of the said act, replaced by section 21 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 13 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing subsection 1 by the following:

“**58.** (1) In urban polling-subdivisions, the enumerators shall begin the annual enumeration at nine o'clock in the morning on the fourth Monday following Labour Day and terminate it not later than Thursday of the same week.”

8. L'article 74 de ladite loi, modifié par l'article 24 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 16 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

« **74. 1.** Au plus tard le samedi de la semaine au cours de laquelle un recensement a eu lieu, les recenseurs doivent compléter la liste électorale et certifier l'exactitude de chaque exemplaire par un serment conjoint, rédigé suivant la formule 12. »;

b) par l'addition, à la fin du paragraphe 3, de ce qui suit: « Le président d'élection doit également faire parvenir gratuitement à toute municipalité et à toute commission scolaire une telle copie de la liste de chaque section de vote comprise dans le territoire de l'une et de l'autre. »

9. L'article 75a de ladite loi, édicté par l'article 25 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 18 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

« **75a. 1.** Si le recensement a lieu durant la période électorale, les recenseurs, au plus tard le dimanche de la quatrième semaine avant celle du scrutin, doivent compléter la liste électorale et certifier l'exactitude de chaque exemplaire par un serment conjoint rédigé suivant la formule 12 et en afficher un exemplaire de chaque section de vote dans un endroit public, central et facile d'accès de la section. »

10. L'article 80 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 12 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 29 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 22 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

« 2. Dans tout district électoral comprenant au moins trente sections urbaines comprises en tout ou en partie dans une même municipalité de plus de vingt mille âmes au dernier recensement général, il

8. Section 74 of the said act, amended by section 24 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 16 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended:

(a) by replacing the first paragraph of subsection 1 by the following:

“**74. (1)** Not later than Saturday of the week during which an enumeration has taken place, the enumerators must complete the electoral list and certify the correctness of each copy by a joint oath, drawn up in form 12.”;

(b) by adding at the end of subsection 3 the following: “The returning-officer shall also send free of charge to every municipality and school board such a copy of the list of each polling-subdivision comprised in the territory of either one.”

9. Section 75a of the said act, enacted by section 25 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 18 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing subsection 1 by the following:

“**75a. (1)** If the enumeration is done during the election period, the enumerators, not later than Sunday in the fourth week before the polling, shall complete the electoral list and certify the correctness of each copy by a joint oath drawn up in form 12 and post up a copy of the electoral list of each polling-subdivision in a centrally located public place easy of access in the subdivision.”

10. Section 80 of the said act, amended by section 7 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session), by section 29 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 22 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is again amended by replacing subsection 2 by the following:

“2. In each electoral district which contains thirty or more urban polling-subdivisions comprised in whole or in part within the same municipality of over twenty thousand souls at the last general

doit être ouvert pour recevoir les demandes d'inscription, de radiation et de correction de la liste électorale, en sus de tout bureau ouvert en vertu du paragraphe 1, un bureau additionnel pour chaque trente ou fraction de trente sections additionnelles comprises dans telle municipalité. Si le président général des élections juge que le nombre des bureaux ouverts en vertu du présent article n'est pas suffisant, il peut autoriser le président d'élection à en ouvrir d'autres. Tous ces bureaux doivent être tenus ouverts de huit heures du matin à dix heures du soir. Le président d'élection doit y mettre à la disposition des électeurs un exemplaire ou une copie certifiée conforme des listes électorales des sections de vote situées à proximité de chacun de ces bureaux."

11. L'article 81 de ladite loi, modifié par l'article 23 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la sixième ligne du paragraphe 2, du mot « trois » par le mot « deux ».

12. L'article 82 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 12 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 30 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 24 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par l'insertion, dans la neuvième ligne du premier alinéa du paragraphe 1, après le mot « annuel, » des mots « ou, le cas échéant, le troisième jour qui suit celui de l'émission d'un bref, »;

b) par le remplacement de la dix-septième ligne du premier alinéa du paragraphe 1 de la version anglaise par ce qui suit: « or the person appointed in writing by »;

c) par l'insertion, dans la vingtième ligne du premier alinéa du paragraphe 1, après le mot « annuel, » des mots « ou, le cas échéant, le huitième jour qui suit celui de l'émission d'un bref, »;

d) par l'addition, après le deuxième alinéa du paragraphe 1, de l'alinéa suivant:

« De plus, dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest, de Duplessis et de Saguenay, plus d'un délégué peut

census, there shall be opened, besides any office opened under subsection 1, to receive applications for the entry and striking off of names and for corrections of the electoral list, one additional office for each thirty or fraction of thirty additional polling-subdivisions in such municipality. If the chief returning-officer considers that the number of offices open under this section is not sufficient, he may authorize the returning-officer to open others. All such offices must be kept open from eight o'clock in the morning until ten o'clock in the evening. Therein the returning-officer must make available to the electors a duplicate or a certified copy of the electoral lists of the polling-subdivisions situated near each of such offices."

11. Section 81 of the said act, amended by section 23 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975 is again amended by replacing the word "three" in the sixth line of subsection 2 by the word "two".

12. Section 82 of the said act, amended by section 8 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session), by section 30 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 24 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by inserting after the word "enumeration" in the tenth line of the first paragraph of subsection 1 the words "or, as the case may be, on the third day following that of the issue of a writ,";

(b) by replacing the seventeenth line of the first paragraph of subsection 1 by the following: "or the person appointed in writing by";

(c) by inserting after the word "enumeration" in the twentieth line of the first paragraph of subsection 1 the words "or, as the case may be, on the eighth day following that of the issue of a writ,";

(d) by adding, after the second paragraph of subsection 1, the following paragraph:

"Furthermore, in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Duplessis and Saguenay, more than one delegate

être désigné par écrit au président d'élection pour autant que le territoire attribué à chacun d'eux est clairement délimité. »;

e) par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa du paragraphe 1, du mot « Lors » par les mots « Lorsqu'une élection est ordonnée requérant la tenue d'une seconde révision, ou lors »;

f) par le remplacement, dans la dixième ligne du troisième alinéa du paragraphe 1, du mot « septième » par le mot « huitième ».

13. L'article 93 de ladite loi, modifié par l'article 32 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 25 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 3, des chiffres et mot « 15 novembre » par les chiffres et mot « 1^{er} janvier ».

14. L'article 98 de ladite loi, modifié par l'article 35 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 28 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 3 de la version anglaise, du mot « receipt » par le mot « copy ».

15. L'article 102 de ladite loi, remplacé par l'article 29 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne du premier alinéa du paragraphe 1, après le mot « délai, » des mots « avec l'exemplaire de la liste révisée, ».

16. L'article 105 de ladite loi, remplacé par l'article 38 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 31 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« **105.** 1. Dans les sections rurales, le recenseur doit commencer le recensement annuel à neuf heures du matin le quatrième lundi qui suit la fête du Travail

may be designated in writing to the returning-officer provided that the territory assigned to each of them is clearly defined.”;

(e) by replacing the words “In general” in the first line of the third paragraph of subsection 1 by the words “Where an election is ordered requiring the holding of a second revision, or at general”;

(f) by replacing the word “seventh” in the tenth line of the third paragraph of subsection 1 by the word “eighth”.

13. Section 93 of the said act, amended by section 32 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 25 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing the figure and word “15 November” in the second line of subsection 3 by the figure and word “1 January”.

14. Section 98 of the said act, amended by section 35 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 28 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is again amended by replacing the word “receipt” in the third line of subsection 3 of the English text by the word “copy”.

15. Section 102 of the said act, replaced by section 29 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by inserting after the word “delay” in the sixth line of the first paragraph of subsection 1 the words “, with the copy of the revised list,”.

16. Section 105 of the said act, replaced by section 38 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 31 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing subsection 1 by the following:

“**105.** (1) In rural polling-subdivisions, the enumerator shall begin the annual enumeration at nine o'clock in the morning on the fourth Monday following

et le terminer le plus tard le jeudi de la même semaine. »

17. L'article 113 de ladite loi, remplacé par l'article 41 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 35 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié:

a) par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa du paragraphe 1, des mots « lundi de la semaine qui suit celle » par les mots « samedi de la semaine »;

b) par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 3 de la version anglaise, après le mot « copy », des mots « of the list »;

c) par l'addition à la fin du paragraphe 3 de ce qui suit: « Le président d'élection doit également faire parvenir gratuitement à toute municipalité et à toute commission scolaire une telle copie de la liste de chaque section de vote comprise dans le territoire de l'une et de l'autre. »

18. L'article 113a de ladite loi, édicté par l'article 41 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 36 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 1 de la version anglaise, des mots « copy of the electoral list » par les mots « printed copy of the list ».

19. L'article 113b de ladite loi, édicté par l'article 41 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 36 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

« **113b. 1.** Si le recensement a lieu durant la période électorale, le recenseur, au plus tard le dimanche de la quatrième semaine avant celle du scrutin, doit compléter la liste électorale et certifier l'exactitude de chaque exemplaire par un serment rédigé suivant la formule 27 et en afficher un exemplaire de chaque section de vote dans un endroit public, central et facile d'accès de la section. »

Labour Day and terminate it not later than Thursday of the same week."

17. Section 113 of the said act, replaced by section 41 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 35 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended:

(a) by replacing the words "Monday of the week following that" in the first and second lines of subparagraph 1 by the words "Saturday of the week";

(b) by inserting after the word "copy" in the third line of subsection 3 of the English text the words "of the list";

(c) by adding at the end of subsection 3 the following: "The returning-officer shall also send free of charge to every municipality and school board such a copy of the list of each polling-subdivision comprised in the territory of either one."

18. Section 113a of the said act, enacted by section 41 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 36 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing the words "copy of the electoral list" in the fifth line of the second paragraph of subsection 1 of the English text by the words "printed copy of the list".

19. Section 113b of the said act, enacted by section 41 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 36 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing subsection 1 by the following:

« **113b. (1)** If the enumeration takes place during the election period, the enumerator, not later than Sunday of the fourth week before the polling, must complete the electoral list and certify the correctness of each copy by a joint oath drawn up in form 27 and post up a copy of the electoral list of each polling-subdivision in a centrally located public place easy of access in the polling-subdivision." »

20. L'article 118 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 12 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 45 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 41 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa du paragraphe 1, des chiffre et mot « 15 novembre » par les chiffre et mot « 1^{er} janvier »;

b) par l'insertion, dans la douzième ligne du premier alinéa du paragraphe 2, après le mot « annuel, » des mots « ou, le cas échéant, le huitième jour qui suit celui de l'émission d'un bref, »;

c) par l'addition, après le deuxième alinéa du paragraphe 2, de l'alinéa suivant:

« De plus, dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest, de Duplessis et de Saguenay, plus d'un délégué peut être désigné par écrit au président d'élection pour autant que le territoire attribué à chacun d'eux est clairement délimité. »;

d) par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa du paragraphe 2, du mot « Lors » par les mots « Lorsqu'une élection est ordonnée requérant la tenue d'une seconde révision, ou lors »;

e) par le remplacement, dans la dixième ligne du troisième alinéa du paragraphe 2, du mot « septième » par le mot « huitième ».

21. L'article 131 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 12 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Celui qui est agent officiel d'un candidat ou d'un parti au cours d'une élection ne peut, tant qu'il le demeure, être candidat au cours de cette élection. »

22. L'article 133 de ladite loi, remplacé par l'article 46 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par le remplacement du paragraphe d par le suivant:

« d) était domiciliée dans la province, depuis au moins un an avant le jour de l'émission du bref d'élection et l'est encore

20. Section 118 of the said act, amended by section 11 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session), by section 45 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 41 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by replacing the figure and word "15 November" in the first and second lines of the third paragraph of subsection 1 by the figure and word "1 January";

(b) by inserting after the word "enumeration" in the twelfth line of the first paragraph of subsection 2 the words "or, as the case may be, on the eighth day following that of the issue of a writ,";

(c) by adding, after the second paragraph of subsection 2, the following paragraph:

"Furthermore, in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Duplessis and Saguenay, more than one delegate may be designated in writing to the returning-officer provided that the territory assigned to each of them is clearly defined.";

(d) by replacing the word "At" in the first line of the third paragraph of subsection 2 by the words "Where an election is ordered, requiring the holding of a second revision, or at";

(e) by replacing the word "seventh" in the tenth line of the third paragraph of subsection 2 by the word "eighth".

21. Section 131 of the said act, amended by section 16 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by adding the following paragraph:

"A person who is the official agent of a candidate or of a party during an election shall not, as long as he remains so, be a candidate during such election."

22. Section 133 of the said act, replaced by section 46 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing paragraph d by the following:

(d) "he was domiciled in the Province for at least one year before the day of the issue of the election writ and is so still at

au moment de voter ou si, après avoir établi son domicile hors de la province pour remplir une fonction pour le compte de Sa Majesté du chef de la province ou du Canada, elle est à nouveau domiciliée dans la province le jour de l'inscription de son nom et l'est encore au moment de voter; ».

23. L'article 139 de ladite loi, remplacé par l'article 52 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 47 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe 1 de la version anglaise, du mot « nomination » par le mot « enumeration ».

24. L'article 257 de ladite loi, modifié par l'article 55 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 51 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 par le suivant:
« *b*) toute personne qui, sans en avoir l'autorité, a en sa possession du papier à bulletin de vote ou fournit un bulletin de vote à qui que ce soit; ».

25. L'article 359 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « Tout » par les mots « Le président général des élections, ses adjoints et tout ».

26. L'article 360 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **360.** Les constables spéciaux doivent être choisis parmi les électeurs qui possèdent une réputation bien établie d'homme intègre et paisible; ceux qui sont nommés par un président d'élection ou un scrutateur le sont parmi les électeurs du district électoral où agit ce président d'élection ou ce scrutateur. »

27. L'article 372 de ladite loi, modifié par l'article 34 du chapitre 12 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 7 du

the time of voting or if, after establishing his domicile outside the Province for the discharge of duties on behalf of Her Majesty in right of the Province or of Canada, he is again domiciled in the Province on the day his name is entered on the list and is so still at the time of voting;”.

23. Section 139 of the said act, replaced by section 52 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 47 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing the word “nomination” in the last line of subsection 1 of the English text by the word “enumeration”.

24. Section 257 of the said act, amended by section 55 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 51 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph *b* of subsection 1 by the following:

“(b) without authority has in his possession paper used in the making of ballot-papers or supplies a ballot-paper to any person;”.

25. Section 359 of the said act is amended by replacing the word “Every” in the first line by the words “The chief returning-officer, his assistants and every”.

26. Section 360 of the said act is replaced by the following:

“**360.** The special constables shall be selected from among the electors possessing a well established reputation as upright and peaceful men; those appointed by a returning-officer or by a deputy returning-officer shall be so appointed from among the electors of the electoral district where such returning-officer or deputy returning-officer acts.”

27. Section 372 of the said act, amended by section 34 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 7

chapitre 5 des lois de 1966, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du sous-paragraphe *e* du paragraphe 2 par le suivant:

« *e* les frais de transport d'un candidat s'ils ne font pas l'objet d'un remboursement; »;

b) par l'insertion, après le sous-paragraphe *i* du paragraphe 2, du suivant:

« *j* les intérêts accrus à compter du trente et unième jour suivant le scrutin, sur tout prêt légalement consenti à un agent officiel pour fins de dépenses électorales pour autant qu'ils ne sont pas remboursés. »

28. L'article 375 de ladite loi est modifié:

a) par l'insertion, après le paragraphe 4, du suivant:

« 4a. Un agent officiel de parti peut démissionner en donnant avis par écrit au chef de parti qui l'a nommé et au président général des élections. »;

b) par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant:

« 5. Le président général des élections publie dans la *Gazette officielle du Québec* un avis de toute nomination, révocation ou démission d'agent officiel de parti. »

29. L'article 376a de ladite loi, édicté par l'article 36 du chapitre 12 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 21 du chapitre 85 des lois de 1971, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *e*, après le mot « est », des mots « un candidat, ».

30. L'article 380 de ladite loi, modifié par l'article 38 du chapitre 12 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 57 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Toutefois, le président général des élections ne doit pas effectuer de remboursement tant que l'agent officiel d'un candidat n'a pas déposé, conformément au premier alinéa de l'article 382, le rapport de dépenses électorales ou n'a pas été excusé du retard à le produire par ordonnance d'un juge, conformément aux

of chapter 5 of the statutes of 1966, is again amended:

(a) by replacing subparagraph *e* of subsection 2, by the following:

“(e) the transportation costs of a candidate, if not subject to reimbursement;”;

(b) by inserting after subparagraph *i* of subsection 2, the following subparagraph:

“(j) interest accrued from the thirty-first day following the polling, on any loan lawfully granted to an official agent for election expense purposes in so far as they are not reimbursed.”

28. Section 375 of the said act is amended:

(a) by inserting after subsection 4 the following:

“(4a) An official party agent may resign by giving a written notice to the leader of the party who appointed him and to the chief returning-officer.”;

(b) by replacing subsection 5 by the following:

“(5) The chief returning-officer shall publish in the *Gazette officielle du Québec* a notice of every appointment, revocation or resignation of an official party agent.”

29. Section 376a of the said act, enacted by section 36 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 21 of chapter 85 of the statutes of 1971, is again amended by inserting after the word “is” in the first line of paragraph *e*, the words “a candidate,”.

30. Section 380 of the said act, amended by section 38 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 57 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is again amended by adding at the end the following paragraph:

“However, the chief returning-officer shall not make a reimbursement so long as the official agent of a candidate has not delivered, in accordance with the first paragraph of section 382, a return of election expenses or has not been excused of the delay to deliver it by order of a judge, in accordance with the provisions

dispositions du deuxième alinéa de l'article 385. »

31. La section suivante est insérée après l'article 390 de ladite loi :

« SECTION XXIA

« DU FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

« **390a.** Le président général des élections verse annuellement une allocation aux partis politiques :

a) ayant fait élire, à la dernière élection générale, au moins douze députés; ou

b) dont l'effectif reconnu à l'Assemblée nationale est de moins de douze députés mais ayant obtenu au moins vingt pour cent des votes valides donnés d'après la récapitulation officielle du scrutin dans l'ensemble du Québec; ou

c) ayant été représentés, suivant les paragraphes *a* ou *b*, lors de la Législature précédente.

« **390b.** L'allocation visée à l'article 390a se calcule :

a) en divisant proportionnellement entre les partis politiques une somme de \$400,000, chaque parti recevant une somme correspondant au pourcentage des votes valides obtenus par lui aux dernières élections générales; et

b) en ajoutant à cette somme les sommes requises pour que chaque parti politique reçoive au moins \$50,000.

L'allocation est versée à raison d'un douzième chaque mois.

« **390c.** Cette allocation doit être utilisée par les partis politiques pour payer les frais de leur administration courante, pour diffuser leur programme politique et pour coordonner l'action politique de leurs membres; elle n'est versée que si ces frais sont réellement encourus et payés.

« **390d.** Le premier ministre, le chef de l'opposition officielle et la majorité des députés de tout autre parti politique doivent désigner un représentant officiel pour recevoir l'allocation à laquelle ils ont droit en vertu de la présente section.

of the second paragraph of section 385."

31. The following division is inserted after section 390 of the said act:

"DIVISION XXIA

"FINANCING OF POLITICAL PARTIES

"**390a.** The chief returning-officer shall annually pay an allowance to every political party:

(a) which had at least twelve members elected at the last general election; or

(b) whose recognized membership in the National Assembly is less than twelve members but which obtained at least twenty per cent of the valid votes cast according to the official addition of the vote throughout Québec; or

(c) which was represented as in paragraph *a* or *b* in the preceding Legislature.

"**390b.** The allowance contemplated in section 390a shall be computed:

(a) by dividing the sum of \$400,000 proportionately between the political parties, each party receiving a sum corresponding to the percentage of the valid votes obtained by it at the last general elections; and

(b) by adding to such sum the sums required to obtain that each political party receives at least \$50,000.

The allowance shall be paid at the rate of one-twelfth each month.

"**390c.** Such allowance must be used by the political parties to pay the costs of their current administration, to propagate their political programmes and to coordinate the political activities of their members; it shall be paid only if such costs are actually incurred and paid.

"**390d.** The Prime Minister, the Leader of the Official Opposition and the majority of the elected members of each other political party must designate an official representative to receive the allowance to which each is entitled by virtue of this division.

Ce représentant doit posséder les qualités requises d'un agent officiel.

La nomination du représentant officiel se fait par lettre adressée au président général des élections, qui publie aussitôt un avis de la nomination dans la *Gazette officielle du Québec*.

« **390e.** Les représentants officiels peuvent démissionner en transmettant, par écrit, un avis à cette fin au président général des élections; la nomination d'un agent officiel peut être révoquée de la même façon qu'il a été nommé.

Le président général des élections publie dans la *Gazette officielle du Québec* un avis de toute démission ou révocation de représentant officiel de parti.

« **390f.** Lorsqu'un parti politique n'a plus de représentant officiel, un autre doit être désigné, sans délai, conformément aux dispositions de l'article 390d.

« **390g.** L'allocation visée à l'article 390a est versée par chèque fait à l'ordre du représentant officiel du parti sur production, par ce dernier, d'une demande de paiement, d'un état en la forme prescrite par le président général des élections et des factures, reçus ou autres pièces justificatives, ou de copies certifiées de ces documents, lesquels sont, dès l'émission du chèque, retournés au représentant officiel.

« **390h.** Sur réception d'un certificat signé par le président général des élections, le ministre des finances verse au représentant officiel qui y est désigné le montant indiqué au certificat.

« **390i.** Seuls le président général des élections et son agent vérificateur peuvent consulter la demande de paiement, l'état et les pièces justificatives visés à l'article 390g; le président général des élections ne peut en délivrer des copies ou des extraits.

Dans les trente jours du paiement de l'allocation prévue à l'article 390a, le président général des élections doit publier sous sa signature, dans la *Gazette officielle du Québec*, un état sommaire de tout montant

Such representative must have the same qualifications as an official agent.

The official representative shall be appointed by a letter addressed to the chief returning-officer, who shall immediately publish notice of the appointment in the *Gazette officielle du Québec*.

“**390e.** Any official representative may resign by sending a written notice to that effect to the chief returning-officer; the appointment of an official agent may be revoked in the same manner as it was made.

The chief returning-officer shall publish in the *Gazette officielle du Québec* a notice of every resignation or revocation of an official party representative.

“**390f.** Where a political party no longer has an official representative, another shall be appointed, without delay, in accordance with section 390d.

“**390g.** The allowance contemplated in section 390a shall be paid by cheque made to the order of the official representative of the party upon production by him of a demand for payment, of a statement in the form prescribed by the chief returning-officer and of the invoices, receipts or other vouchers, or certified copy of such documents, which shall, upon the issue of the cheque be returned to the official representative.

“**390h.** Upon receipt of a certificate signed by the chief returning-officer, the Minister of Finance shall pay to the official representative designated therein the amount indicated in the certificate.

“**390i.** Only the chief returning-officer and his auditing agent may consult the demand for payment, the statement and the vouchers contemplated in section 390g; the chief returning-officer shall not deliver copies or extracts thereof.

Within thirty days of the payment of the allowance provided for in section 390a, the chief returning-officer shall publish over his signature, in the *Gazette officielle du Québec*, a summary statement of every

versé au représentant officiel de tout parti politique. »

32. L'article 409 de ladite loi, remplacé par l'article 9 du chapitre 5 des lois de 1966, est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 1, de ce qui suit: « Ce candidat ne peut, durant les six années qui suivent la date à laquelle il a été déclaré coupable, être élu ni siéger à l'Assemblée nationale, ni voter à l'élection d'un député à cette Assemblée, ni remplir aucune charge ou aucun emploi à la nomination du lieutenant-gouverneur en conseil. »

33. La formule 5 de la première annexe de ladite loi, remplacée par l'article 59 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 59 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifiée par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 du N.B., des mots « lundi de la semaine qui suit celle » par les mots « samedi de la semaine ».

34. La formule 12 de la première annexe de ladite loi, modifiée par l'article 65 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifiée par le remplacement de la première ligne par ce qui suit: « 12.— (*Articles 74-1, 75a-1*) ».

35. La formule 25 de la première annexe de ladite loi, remplacée par l'article 59 du chapitre 6 des lois de 1972 et modifiée par l'article 61 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est de nouveau modifiée par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 du N.B., des mots « lundi de la semaine qui suit celle » par les mots « samedi de la semaine ».

36. La formule 27 de la première annexe de ladite loi, modifiée par l'article 65 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifiée par le remplacement de la première ligne par ce qui suit: « 27.— (*Articles 113-1, 113b-1*) ».

amount paid to the official representative of every political party.”

32. Section 409 of the said act, replaced by section 9 of chapter 5 of the statutes of 1966, is amended by adding at the end of subsection 1, the following: “Such candidate shall not, for six years following the date on which he was convicted, be elected to or sit in the National Assembly, nor vote at the election of a member to such Assembly, nor fulfil any charge or function at the appointment of the Lieutenant-Governor in Council.”

33. Form 5 of Schedule One to the said act, replaced by section 59 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 59 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing the words “Monday of the week following that” in the first and second lines of subparagraph *a* of subsection 1 of the N.B. by the words “Saturday of the week”.

34. Form 12 of Schedule One to the said act, amended by section 65 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing the first line by the following: “12.— (*Sections 74-1, 75a-1*)”.

35. Form 25 of Schedule One to the said act, replaced by section 59 of chapter 6 of the statutes of 1972 and amended by section 61 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is again amended by replacing the words “Monday of the week following that” in the first and second lines of subparagraph *a* of subsection 1 of the N.B., by the words “Saturday of the week”.

36. Form 27 of Schedule One to the said act, amended by section 65 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing the first line by the following: “27.— (*Sections 113-1, 113b-1*)”.

37. La formule 32 de la première annexe de ladite loi est modifiée par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du N.B., des mots « les deux exemplaires » par les mots « l'exemplaire ».

38. La formule 51 de la première annexe de ladite loi, remplacée par l'article 62 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 15*) des lois de 1975, est modifiée par le remplacement du dernier alinéa du paragraphe 6°, par les suivants:

« si votre nom a été inscrit au cours d'une période électorale, l'aviez-vous depuis au moins un an avant le jour de l'émission du bref d'élection, soit le

? ou,

jour mois année

si après avoir eu votre domicile dans la province de Québec et après l'avoir établi hors de la province pour remplir une fonction pour le compte de Sa Majesté du chef de la province de Québec ou du Canada, aviez-vous à nouveau votre domicile dans la province de Québec le premier jour du recensement annuel, soit le

? ou,

jour mois année

selon le cas, le jour de l'émission du bref d'élection, soit le

?

jour mois année

39. L'article 31 de la présente loi a effet à compter du 1^{er} janvier 1975.

40. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

37. Form 32 of Schedule One to the said act is amended by replacing the words "two copies" in the last line of the N.B. by the word "copy".

38. Form 51 of Schedule One to the said act, replaced by section 62 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 15*) of the statutes of 1975, is amended by replacing the last paragraph of paragraph 6 by the following:

"if your name has been entered during an election period, had it been there for at least one year before the issue of the writ of election, namely on

? or,

day month year

if after having had your domicile in the province of Québec and after having established it outside the Province for the discharge of duties on behalf of Her Majesty in right of the province of Québec or of Canada, did you again have your domicile in the province of Québec on the first day of the annual enumeration, namely on

? or,

day month year

as the case may be, on the day of the issue of the writ of election, namely on

?

day month year

39. Section 31 of this act shall have effect from 1 January 1975.

40. This act shall come into force on the day of its sanction.